



La grève oui, mais pas n'importe laquelle ! Faisons grève le 16 février pour défendre notre système de protection sociale !

Ce mardi 14 février, la majorité des syndicats de médecins libéraux, des mouvements défendant la médecine libérale et le Conseil national de l'Ordre des médecins appellent à faire grève et manifester contre différentes propositions de loi et mesures gouvernementales.

- OUI, la médecine libérale va mal, les professionnels sont en souffrance, - OUI, l'accès aux soins recule, tant pour des enjeux géographiques que financiers,
- OUI les contraintes professionnelles imposées via des appâts financiers (Ségur, ROSP, etc.), amènent une lourdeur administrative forte et ne semblent d'ailleurs pas dans l'intérêt premier des patients,
- OUI, les réponses gouvernementales, telles que les CPTS dont les échelles ne sont pas cohérentes avec celles des parcours de soins, sont, au pire délétères, au mieux insuffisantes. Elles plébiscitent des solutions de dérégulation, court-termistes et démagogiques sur l'accès aux soins (dispositif Service d'Accès aux Soins, télémédecine, etc. qui dénaturent le soin non-programmé).

MAIS nous ne partageons pas les revendications portées par ce mouvement, notamment :

- L'augmentation du tarif des actes. Elle n'améliorera ni les conditions de travail des professionnels ni l'accueil des personnes malades. Cet argument, vu et revu, depuis la mise en place du conventionnement dans les années 60 a fait long feu. Statistiquement, les médecins font aujourd'hui partie des 10 % des français les plus riches, ceux qui souhaitent employer un secrétariat, un(e) assistant(e) médical(e) le font sans mettre en péril l'équilibre financier de leur entreprise personnelle.
- La crainte de la délégation de tâches aux collègues infirmières est agitée depuis toujours par les tenants d'une médecine libérale isolée. Et c'est cet isolement qui a, en partie, conduit au désastre que nous constatons aujourd'hui. Pourquoi refuser la voie de la coopération ? Bien sûr, il faut la réfléchir mais des outils existent déjà, tout comme des expériences nationales et internationales.
- L'opposition entre médecine ambulatoire et hôpital, entre soins primaires et recours hospitaliers spécialisés est une aberration. Pour travailler correctement, les uns ont besoin des autres et réciproquement. Si l'hôpital public n'était pas exsangue après des années de dégradations délibérées de la part des pouvoirs publics, dans le but de favoriser sa privatisation, les médecins généralistes iraient mieux et auraient de meilleures conditions d'exercice.

Pour toutes ces raisons, et encore bien d'autres, nous n'appelons pas à la grève du 14 février. Porter ces revendications nous semble contre-productif. Le modèle défendu est en panne. Comme nous venons de le démontrer, les propositions défendues ce 14 février ont déjà montré qu'elles étaient responsables de la dégradation de la situation.

Ce sont de soi-disant remèdes.

Savoir arrêter les traitements toxiques est une compétence médicale. Exerçons-la !

Oui le changement peut faire peur mais le système de santé est dans le mur, c'est le moment de prendre un virage radical vers plus de solidarité, de coopération, de services publics, etc. Des alternatives existent, des propositions de transformation sont portées par d'autres collectifs et n'attendent que d'être saisies par le plus grand nombre.

Soignant·es et soigné·es, nous sommes dans le même bateau, c'est la destruction des services publics et la privatisation de nos existences qui nous rendent malades.

Nous appelons à rejoindre ce 16 février, et au-delà, les grèves, manifestations et actions contre le projet de réforme des retraites. Défendre un système de protection sociale plus fort, plus juste, plus solidaire : c'est possible ! C'est une affaire de choix politiques ! Les soignant·es du quotidien, en tant que témoin·es des réalités sociales, ont ell·eux aussi un rôle à y jouer !

Mobilisons-nous, en tant qu'usager·ères de notre système de protection sociale et faisons grandir nos solidarités !

Le groupe d'animation du SMG

contact : 01 46 57 85 85 - syndmedgen@free.fr